

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 JUIN 2015

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 12

Pouvoir : 4

L'an deux mille quinze et le vingt-deux juin, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel Maire ; DIETRICH WEISS Elisabeth, BERGEZ Danielle, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, LAMBERT Eliane, PALDACCI-UVERNET Antony, RONET-YAGUE Delphine, SILVA Alain.

Absents et excusés :

BOISBOURDIN Philippe (pouvoir à Odile TAXI)

BUISINE Serge (pouvoir à Annick PELLERIN)

SCHLICHTER Danièle (pouvoir à Gabriel UVERNET)

GARCIA Eric (pouvoir à SILVA Alain)

BESSONE Eric

GUILBERT Sandrine

LESUEUR Frédéric

Désignation du secrétaire de séance : Mme RONET-YAGUE Delphine

Adoption du compte rendu : Adopté à l'unanimité.

M. le MAIRE : « Il s'agit de vérifier les erreurs de transcription et non faire des commentaires. Pour ces derniers, vous devrez attendre les informations diverses ».

Lecture des décisions : Attribution du Marché Public 015/S01 – Mission de coordination (gestion et suivi) et de soutien logistique pour la structure de la Maison des Jeunes.

1. MODIFICATION DE LA CONVENTION DES VOIX ANIMEES

M. le MAIRE rappelle aux membres de l'Assemblée délibérante leur vote du 21/05/2015 entérinant la convention avec l'association les Voix Animées.

Considérant les modifications de dates sollicitées par la dite association, il convient de délibérer à nouveau.

L'association « Les voix animées » propose désormais 2 sessions de stages :

- « Anges et Muses » du mardi 25 août 2015 au vendredi 28 août 2015 ;
auparavant du 22 au 30/08/15

- « Noël A Cappella » du lundi 7 Décembre au Lundi 14 Décembre 2015 ;
auparavant du 7 au 15/12/15

Ces représentations, outre leur aspect culturel, revêtent un caractère pédagogique; les répétitions étant ouvertes à la classe de l'Ecole Lucie Aubrac, suivies d'ateliers.

Lecture est donnée de la convention.

La conclusion de la Convention est conditionnée à la réalisation d'un concert à chaque session, et ce, dans le village.

Mme BERTHIAUX : « A l'article 3, au sein de la convention, il est spécifié 3 ou 4 classes, il faudrait être précis ».

Mme PELLERIN : « Le chiffre dépend de la Direction de l'école, en fonction du programme ».

Mme BERTHIAUX : « 10 minutes pour des enfants, c'est peu ».

Mme PELLERIN : « Pour les enfants, c'est suffisant car il faut capter leur attention puis ils établissent un bilan ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De conclure la convention présentée avec l'association « Les voix animées ».

ARTICLE SECOND : D'autoriser le Maire à signer la dite convention.

ARTICLE TROISIEME : Que la présente délibération annule et remplace la délibération du 21/05/2015.

Adopté à l'unanimité

2. SUBVENTIONS COMMUNES SINISTREES – NOVEMBRE 2014

M. le MAIRE rappelle aux membres de l'assemblée délibérante que des communes varoises ont été très durement touchées par les inondations de novembre 2014. Il rappelle notamment leur effet dévastateur pour la Commune de la Londe (les membres du C.C.F.F. du Thoronet se sont d'ailleurs rendus sur place pour aider les londais).

Au regard des dégâts causés par cette catastrophe naturelle, les communes se sont mobilisées pour apporter leur soutien, la Communauté de Communes Cœur du Var a attribué la somme de 2 000 €.

M. le MAIRE propose d'attribuer la somme de 1 000 € et poursuit en indiquant que lorsque la Commune du Thoronet a subi les inondations, elle avait pu bénéficier de l'aide de l'Association des Maires du Var et des Communes varoises.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'attribuer une subvention de 1 000 € à l'Association des Maires du Var en solidarité aux communes victimes des inondations de Novembre 2014.

Adopté à l'unanimité

3. DECISION MODIFICATIVE N° 1 BUDGET PRINCIPAL

M. le MAIRE rappelle aux membres du Conseil Municipal leur délibération du 21/05/2015 portant le montant total des subventions à 47 800 €, alors que le budget primitif principal prévoyait 44 500 €.

En outre, il convient de prendre en considération l'attribution de la subvention au profit des Communes sinistrées en novembre 2014.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De valider la décision modificative n°1 du Budget Principal comme suivant :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-022 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	4 300.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	4 300.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6574 : Subventions de fonctionnement aux associations et autres ...	0.00 €	4 300.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	0.00 €	4 300.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	4 300.00 €	4 300.00 €	0.00 €	0.00 €
Total Général		0.00 €		0.00 €

Adopté à l'unanimité

4. <u>MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 09/02/2015 PORTANT SUR « SERVICE PUBLIC CANTINE, MODALITES D'INSCRIPTIONS ET TARIFICATION » (ARTICLE SECOND)</u>
--

Vu le C.G.C.T.,

Vu la délibération du 29/09/2014 portant sur « Tarification prix de la cantine scolaire »,

Vu la délibération du 22/12/2014 portant sur « Modalités de tarification des services municipaux cantine et garderies »,

Vu la délibération du 09/02/2015 portant sur « Service public cantine, modalités d'inscriptions et tarification »,

M. le MAIRE expose aux membres de l'assemblée délibérante que la facturation de la cantine est établie en début de mois.

Dès lors est apparue une problématique liée au choix du conseil municipal lors de son assemblée le 09/02/15, soit le fait, que le décompte des repas non pris, soit réalisé dès le 1^{er} jour d'absence après fourniture des justificatifs.

Ainsi, les familles sollicitent le service Finances pour l'obtention du remboursement du repas dès le premier jour de maladie de l'enfant.

En outre, et en cette fin d'année, une demande similaire d'exonération est présentée lorsque les enfants réalisent des sorties scolaires à la journée.

M. le MAIRE propose 5 jours consécutifs.

Mme BERTHIAUX et M. SILVA sollicitent des explications.

Mme TAXI expose qu'en effet, des parents se présentent au service finances et cela représente un travail très important. Le repas est facturé 3 € alors qu'il nous coûte 7 €. On pourrait appliquer ce qui se pratique pour les collèges et lycées.

Ainsi, si un enfant est absent 10 jours, il ne sera remboursé qu'à compter du 5^{ème} jour.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De modifier l'article second de la délibération du 09/02/2015 portant sur « Service public cantine, modalités d'inscriptions et tarification »,

ARTICLE SECOND : Qu'ainsi, pour obtenir une exonération du paiement du tarif, les absences devront être justifiées obligatoirement par la fourniture d'un certificat médical auprès des services administratifs de la Commune, dans un délai d'une semaine à compter de la reprise de l'accueil de l'enfant. Le décompte de la facturation (après fourniture des justificatifs) ne sera réalisé qu'après le 5^{ème} jour de carence.

ARTICLE TROISIEME : Les sorties scolaires feront l'objet d'une exonération du tarif de la cantine (si le Directeur d'école avertit 4 semaines auparavant, par écrit, de la sortie de la classe au service municipal finances)

ARTICLE QUATRIEME : Que la présente délibération est applicable à compter du 1^{er} septembre 2015.

Adopté à l'unanimité

<p><u>5. NOUVELLE TARIFICATION PORTANT SUR LA REFECTION DE CHAUSSEE EFFECTUEE PAR LES SERVICES MUNICIPAUX, MISE EN ŒUVRE DANS LE CADRE DES TRAVAUX D'OFFICE</u></p>
--

M. le MAIRE expose qu'en 2005, l'Assemblée délibérante du Thoronet a adopté le prix de facturation pour la mise en place d'un enrobé à froid par les services municipaux, pour le compte d'administrés.

En effet, les services techniques interviennent dans le cadre d'un raccordement au réseau d'assainissement collectif lorsque l'administré défaillant n'a pas respecté son engagement de remise en état de la surface de la chaussée, sous un délai d'un mois à compter de la mise en service du raccordement.

Au-delà de ce délai, la Commune procède d'office aux travaux nécessaires à la remise en état de la chaussée et les frais y correspondant sont alors facturés.

Il est nécessaire d'adopter une nouvelle tarification, plus restrictive car bon nombre d'administrés choisissent délibérément de ne pas respecter leurs engagements, le tarif jusqu'alors appliqué étant plus favorable que le prix moyen actuel proposé par les entreprises de terrassement.

M. le MAIRE propose le tarif de 60 € H.T. / ml fourni et posé ainsi qu'en sus, un montant forfaitaire de 200 € H.T.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : Que le prix facturé pour la mise en place d'un enrobé à froid opéré pour le compte d'administrés dans le cadre de travaux d'office après raccordement au réseau d'assainissement collectif sera de 60 € H.T. / mètre linéaire fourni et posé, auquel sera ajouté un montant forfaitaire de 200 € H.T..

ARTICLE SECOND : Que la présente délibération est applicable à compter du 24/06/2015.

Adopté à l'unanimité

6. <u>PARTICIPATION AUX FRAIS DE TRAVAUX SUITE A LA SERVITUDE DE TREFONDS CHEMIN RURAL DES FERAUDS</u>

Vu le C.G.C.T.,

Vu la délibération du 21/05/2015 ayant pour objet « Servitude de tréfonds, chemin rural des Férauds »,

M. le MAIRE rappelle aux membres de l'assemblée délibérante qu'il a été saisi par Monsieur PE Patrick, Madame ROBIN Marjorie, Monsieur DELLAC Gérard et LESCOUZERES Valérie (respectivement propriétaires des maisons 124-132-113 Hameau des Férauds, LE THORONET) dans le cadre de la réalisation d'un dispositif d'assainissement autonome regroupé.

Par délibération du 22/05/2015, le Conseil municipal a donné son accord pour la création de d'une servitude de tréfonds, chemin rural des Férauds, considérant le fait que les maisons individuelles précitées ne pouvaient être raccordées à l'assainissement collectif.

En effet, le schéma directeur de l'assainissement (2003) prévoyant la réalisation de l'assainissement collectif au sein des hameaux, est aujourd'hui financièrement irréalisable au regard de l'absence de subventions.

M. le MAIRE propose de participer aux frais de remise en forme du chemin rural des Férauds suite à la mise en œuvre de la dite servitude de tréfonds.

M. le MAIRE indique que les administrés perdent chacun 3 000 € car la Commune a adopté le schéma.

M. SILVA demande s'il peut y avoir d'autres cas, il ne faut pas faire deux poids deux mesures entre les administrés.

Mme DIETRICH-WEISS : « On a déjà contribué en leur accordant leur servitude de tréfonds ».

M. le Maire confirme que la Commune a une part de responsabilité car en ayant un schéma directeur prévoyant l'assainissement collectif (micro-station), les administrés ne peuvent bénéficier de la subvention ».

M. MARTIN : « A partir du moment où la Commune ne peut réaliser les assainissements collectifs nous ne sommes pas responsables car la Commune ne dispose plus de subvention ».

Mme PELLERIN : « Si nous le réalisons pour un hameau, il faut le faire pour les 13 hameaux ».

M. SILVA : « Il faut que la condition expresse soit l'obligation de créer une servitude et l'impossibilité de créer un assainissement non collectif sur un terrain privé ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : Que la Commune du Thoronet participera aux travaux de remise en forme du chemin rural des Férauds suite à la servitude de tréfonds validée par délibération du 22/05/15, à hauteur de 50 % de la dépense totale, avec un plafond total de 4 000 €.

ARTICLE SECOND : La participation financière communale (visée à l'article premier de la présente délibération) sera versée à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux.

Adopté à l'unanimité

<p>7. <u>ADOPTION NOUVEAU REGLEMENT DU SERVICE DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE</u></p>

Vu le C.G.C.T.,

Vu la délibération du 29/03/1999 portant adoption du règlement de l'eau potable,

M. le MAIRE rappelle que le réseau d'eau potable de la Commune du Thoronet est géré en régie municipale ; la commune est totalement maître de ses investissements et de la gestion du réseau avec du personnel dédié à cet effet.

M. le MAIRE rappelle la délibération du 29/03/1999 portant adoption du règlement de l'eau potable et présente le projet d'un nouveau règlement du service de distribution de l'eau potable.

M. LE MAIRE : Aujourd'hui, le règlement est rénové dans son ensemble. Une des plus grandes modifications est la facturation au locataire et non plus au propriétaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'approuver le nouveau règlement du service de distribution d'eau potable.

ARTICLE SECOND : De dire que le règlement annexé à la présente délibération sera applicable dès son caractère exécutoire.

ARTICLE TROISIEME : D'habiliter M. le MAIRE à faire toute diligence utile pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE QUATRIEME : De charger M. le MAIRE d'établir un plan de communication de la présente délibération à travers le site institutionnel de la

Commune, la revue municipale « le Thoronet chez vous » et l'annonce au sein des factures d'eau potable.

Adopté à l'unanimité

8. GROUPEMENT DE COMMANDES POUR REALISATION DES MARCHES PUBLICS ET AUTORISATION SIGNATURE CONVENTION CONSTITUTIVE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code des marchés publics et notamment son article 8,

Vu le projet de convention joint,

Considérant que dans la cadre de son projet de territoire, la Communauté de Communes Cœur du Var et les Communes membres ont décidé d'engager des actions de mutualisation qui permettent notamment de rationaliser les dépenses publiques.

Considérant que le groupement de commandes permet à plusieurs personnes publiques relevant du code des marchés publics et justifiant de besoins communs liés à un achat déterminé ou à une opération ponctuelle dans le domaine des fournitures, des services ou des travaux, d'associer leurs maîtrises d'ouvrage respectives dans le but de réaliser des économies d'échelle.

Considérant que le coordonnateur de ce groupement de commandes sera la Communauté de Communes « Cœur du Var ».

A ce titre la Communauté de Communes Cœur du Var sera notamment chargée de :

- rédiger les cahiers des charges,
- faire paraître les avis d'appel public à la concurrence ;
- remettre le DCE aux candidats ;
- répondre aux questions des candidats ;
- convoquer la commission d'appel d'offres ou commission MAPA ;
- assurer le secrétariat de la commission d'appel d'offres ou commission MAPA
- informer les candidats non retenus ;
- faire paraître les avis d'attribution ;
- signer les conventions au nom des membres du groupement et les transmettre au contrôle de légalité;
- notifier les conventions au nom des membres du groupement ;
- représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché ;

Considérant que ces prestations seront assurées à titre gratuit au vu de l'intérêt économique et de la meilleure coordination administrative et technique qu'offre le groupement de commande.

Considérant qu'il convient de conventionner avec les Communes de Cabasse, Flassans, le Cannet des Maures, Le Luc, les Mayons, Puget Ville, le C.C.A.S. du Luc et la Communauté de Communes Cœur du Var afin de constituer un groupement de commande en vue de la passation des marchés suivant :

- ✓ Impression des documents de communication
- ✓ Fournitures de bureau
- ✓ Fourniture et maintenance de mobiliers de restauration
- ✓ Contrôle réglementaire des bâtiments dont certification ADAP
- ✓ Fourniture de matériel pédagogique et scolaire

Considérant que conformément à l'article 8 III du code des marchés publics, une commission ad hoc pour les procédures formalisées, composée de représentants des membres du groupement, est constituée. Ce représentant au sein de la Commission d'appel d'offres du groupement de commandes doit être élu par l'organe délibérant de chaque collectivité concernée étant précisé que ce choix devra nécessairement porter sur l'un des membres de la CAO déjà existante ayant voix délibérative.

M. le MAIRE propose un membre représentant la majorité et un membre représentant la minorité.

A l'unanimité, M. MARTIN est désigné titulaire et M. SILVA suppléant.

M. SILVA remercie M. le MAIRE de la démarche.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter l'exposé ci-dessus.

ARTICLE SECOND: D'approuver le principe du groupement de commandes entre la Commune du Thoronet, la Communauté de Communes Cœur du Var et les Communes de Cabasse, Flassans, le Cannet des Maures, Le Luc, les Mayons, Puget Ville et le C.C.A.S. du Luc.

ARTICLE TROISIEME : D'autoriser M. le MAIRE à signer la convention de groupement de commandes.

ARTICLE QUATRIEME : D'élire M. Alain MARTIN en tant que membre titulaire et M. Alain SILVA en tant que membre suppléant, chargés de représenter la commune dans le cadre de la commission d'appel d'offres du groupement.

Adopté à l'unanimité

<p><u>9. CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU VAR</u></p>
--

Vu le C.G.C.T.,

Vu l'article L 135 B du livre des procédures fiscales,

Vu l'article 350 terdecies de l'annexe III du Code Général des Impôts,

M. le MAIRE expose que la Direction Départementale des Finances Publiques du Var (D.D.F.I.P.) assure la mise à jour annuelle des bases d'imposition de la fiscalité directe locale.

Les Communes interviennent dans ce processus à travers la Commission Communale des Impôts Directs.

La D.D.F.I.P. propose à la Commune du Thoronet de conclure une convention, objet de la présente délibération, afin de développer et améliorer ce travail commun de mise à jour des bases fiscales des impôts locaux.

La Poste souhaite voir se développer ce partenariat car le travail de terrain entrepris par la mise en œuvre de cette convention permettra de mieux organiser l'adressage du courrier.

L'Association des Maires du Var accompagne les Communes dans cette démarche à multiples enjeux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'autoriser le Maire à signer la convention de partenariat avec la Direction Départementale des Finances Publiques du Var, jointe à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

10. CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION RENCONTRES INTERNATIONALES DE MUSIQUES MEDIEVALES DU THORONET
--

Vu le C.G.C.T.,

Considérant la manifestation culturelle « les Rencontres Internationales de Musiques Médiévales du Thoronet » organisée par l'association du même nom,

Considérant que l'activité de cette association concourt grandement au rayonnement culturel et à l'attrait touristique de la Commune,

Considérant qu'il convient d'établir une convention déterminant les différentes responsabilités induites à l'organisation de cette activité,

Mme PELLERIN donne lecture de la délibération et sa convention.

M. SILVA : « Dans la mesure où l'association fait la publicité pour les commerçants, l'affranchissement est acceptable ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'autoriser M. le MAIRE à signer la Convention avec l'association.

Adopté à l'unanimité

11. <u>CONVENTION CADRE DE FORMATION CNFPT ANNEE 2015</u>
--

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CNFPT n°11/148 du 14 décembre 2011 relative à la participation financière des collectivités territoriales aux actions de formation,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CNFPT n°11/149 du 14 décembre 2011 relative aux formations en hygiène et sécurité, et santé du travail,

Vu les décisions subséquentes n°2011/DEC/048 et 2011/DEC/049 du 28 décembre 2011,

M. le MAIRE expose aux membres de l'Assemblée délibérante que la Commune du Thoronet est affiliée au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T.)

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale est un établissement public, paritaire et déconcentré, au service des collectivités territoriales et de leurs agents. Il est chargé de la formation et de la professionnalisation de l'ensemble des personnels des collectivités locales (1,8 million d'agents), et de l'organisation de certains concours et examens de la fonction publique territoriale. Il propose également des services en matière d'emploi pour les cadres de direction des collectivités locales. Pour mettre en œuvre ces missions, les recettes de l'établissement sont principalement constituées par une cotisation obligatoire s'élevant à 0,9% de la masse salariale des collectivités locales.

Chaque commune peut demander au C.N.F.P.T. des prestations complémentaires à celles prises en charge dans le cadre de la cotisation, notamment, les actions de conseil, d'accompagnement de projet et d'orientation des agents, la formation des agents territoriaux sur des dispositifs non financés par la cotisation (par exemple la bureautique), la formation des personnels non cotisants.

Ces prestations font préalablement l'objet d'un devis. Il convient aujourd'hui d'entériner la Convention Cadre de Formation.

Mme DIETRICH-WEISS donne lecture du projet de convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De valider la Convention Cadre de Formation, au titre de l'année 2015, entre Le C.N.F.P.T. et La Commune de Le Thoronet.

ARTICLE SECOND : De déléguer à M. le MAIRE le pouvoir de conclure la dite convention et de mettre en œuvre les actions qu'il jugera nécessaires

Adopté à l'unanimité

<p><u>12. CREATION D'EMPLOI – ADJOINT ADMINISTRATIF DE 2EME CLASSE A TEMPS NON COMPLET</u></p>

Sur le rapport de M. le MAIRE, exposant :

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 38d,

Vu le Décret n°85-1229 du 20 novembre 1985 modifié, relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Administratifs Territoriaux,

Vu le Décret n°87-1108 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable au cadre d'emplois Adjoints Administratifs,

Vu le Décret no 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le Budget Communal,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer un emploi d'Adjoint Administratif de 2^{ème} classe annualisé à temps non complet pour les services administratifs de la Mairie,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi seront inscrits au Budget,

M. le MAIRE donne lecture de la fiche de poste avec la description des activités principales :

- Secondier la Secrétaire Générale pour l'élaboration du P.L.U.
- Mise en œuvre de la convention avec les finances publiques et mise à jour annuelle des bases d'information de la fiscalité directe locale.
- Numérotation de la voirie
- Gestion des chemins et Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P.)
- Mise sous plis des différents services administratifs (compta, eau ...)
- Assurer l'accueil le samedi matin, si nécessaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création d'un poste d'Adjoint Administratif de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} Août 2015, à temps non complet (70 %) pour les services administratifs de la Mairie.

ARTICLE SECOND : Que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du 1^{er} Août 2015 :

FILIERE :	Administrative
CADRE D'EMPLOI :	Adjoint Administratif
GRADE :	Adjoint Administratif de 2 ^{ème} Classe
CATEGORIE :	C
TEMPS DE TRAVAIL	TEMPS NON COMPLET ANNUALISE A HAUTEUR DE 70 %
ANCIEN EFFECTIF :	4
NOUVEL EFFECTIF :	5

ARTICLE TROISIEME : De charger M. le MAIRE de procéder au recrutement.

Adopté à l'unanimité

13. RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE ET GESTION DU COMITE DE SECTEUR

Vu le C.G.C.T.,

Vu la délibération de l'assemblée plénière du Conseil général du 18/12/2003 instituant les comités de secteur,

Vu la délibération du conseil municipal du 18/12/2006 établissant la mise en œuvre du Comité de secteur créé pour la Commune du Thoronet,

M. le MAIRE expose que le Conseil Général en Assemblée plénière du 18 décembre 2003, a créé un comité de secteur pour la Commune du Thoronet.

Ce Comité de secteur a pour objectif la protection des zones habitées et la concertation locale des acteurs œuvrant pour la défense contre l'Incendie.

Les actions ont pour objet notamment de :

- 1) Favoriser les échanges entre les différents acteurs concernés par la protection de la forêt et des interfaces boisé/bâti,
- 2) Disposer d'une meilleure connaissance des interfaces forêt/habitations,
- 3) Améliorer la protection de l'habitat individuel,
- 4) Soutenir la mise en œuvre de projets spécifiques renforçant la protection des zones à forts enjeux,
- 5) Faciliter la coordination de chaque intervenant en prévention passive et en phase de lutte.

M. ZAMORA donne lecture du projet de convention du Thoronet avec le Conseil Départemental.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'autoriser le Maire à signer la convention jointe à la présente délibération afin d'entériner le renouvellement de la conclusion de la mise en œuvre du Comité de secteur au Thoronet.

Adopté à l'unanimité

<u>14. APPROBATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (P.C.S) DE LA COMMUNE</u>
--

Vu le C.G.C.T.,

Vu la loi du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile (et notamment son article L.7313 du Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le P.P.R.I. approuvé le 11/04/2014,

M. le MAIRE rappelle à l'Assemblée délibérante que la loi du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile (et notamment son article L.7313 du Code de la

Sécurité Intérieure) vient renforcer et préciser le rôle du Maire en cas de crise majeure et rend obligatoire l'élaboration d'un Plan Communal de Sauvegarde (P.C.S).

Ce plan regroupe l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection de la population. Il détermine, en fonction des risques connus, les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, fixe l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, recense les moyens disponibles et définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population.

M. le MAIRE donne lecture du projet de Plan Communal de Sauvegarde.

M. ZAMORA : « Il devrait être mis en place depuis 10 ans. Ce plan reprend tout ce qui est déjà organisé de fait à chaque évènement. On prend les gens qui obéissent et qui font rentrer les informations ».

M. SILVA : « Il est bien réalisé et structuré et il faut réaliser des exercices ».

Il lui est confirmé que lorsque la Commune est en alerte, les règles sont respectées par des réunions de prévention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'approuver le Plan Communal de Sauvegarde de la Commune de LE THORONET, présenté par Monsieur le Maire et de l'autoriser à prendre l'arrêté municipal en conséquence conformément à l'article L2212 du C.G.C.T. relatif aux pouvoirs de police du Maire.

ARTICLE SECOND : D'autoriser M. le MAIRE à transmettre les éléments du plan communal de sauvegarde aux différents services concernés.

Adopté à l'unanimité

<u>15. SOUTIEN A LA DEMARCHE DES PERSONNELS DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS (O.N.F.)</u>

M. le MAIRE rappelle aux membres de l'assemblée délibérante que l'O.N.F. est un Établissement public à caractère industriel et commercial créé en 1964, qui mène son action dans le cadre d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de performance avec l'État et la Fédération nationale des communes forestières. Il assure la gestion durable des forêts publiques françaises, soit près de 10 Mha de forêts et espaces boisés en France métropolitaine et dans les DOM.

Ainsi, l'O.N.F. est le premier gestionnaire d'espaces naturels en France. Il mobilise du bois pour la filière (environ 40% du bois d'œuvre mis sur le marché en France) en assurant le renouvellement des forêts publiques et le bon entretien de leurs peuplements, il agit pour préserver et augmenter la biodiversité, grâce à sa prise en

compte dans la gestion courante des forêts, mais aussi grâce à l'importance du réseau Natura 2000 en forêt publique, et l'extension de son réseau de réserves biologiques.

En outre, l'O.N.F. offre des forêts accueillantes au plus grand nombre, en s'adaptant aux attentes diversifiées du public et aux différents contextes (forêts périurbaines, zones touristiques), tout en sensibilisant aux missions d'entretien et de renouvellement des forêts ainsi qu'à la préservation de la biodiversité. L'O.N.F. dès lors, assure des missions de service public pour la prévention et la gestion des risques naturels, la préservation de la biodiversité et l'exercice de ces missions contribue au maintien d'activités et d'emplois en zones rurales.

M. le MAIRE présente aux membres de l'assemblée délibérante la lettre nationale adressée aux élus locaux par le Syndicat national unifié des personnes des forêts et de l'espace naturel.

Il y est exposé la crainte de l'affaiblissement du rôle de l'O.N.F. dans la gestion de la forêt et le risque porté sur le service public forestier.

M. le MAIRE: « C'est une délibération politique ».

M.SILVA : « La difficulté c'est que je n'ai qu'un point de vue ».

M. ZAMORA : « C'est l'Etat qui essaie d'évincer l'O.N.F. et de prendre des entreprises privées ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De demander à l'Etat de conforter le Régime forestier dont bénéficient les forêts de collectivités de sorte qu'il continue de répondre aux exigences suivantes :

- Un caractère national permettant la péréquation entre les territoires
- Un contenu en terme de missions qui garantisse la protection de la forêt et le service public aux usagers, à minima, à leurs niveaux actuels.

ARTICLE SECOND : De demander à l'Etat de continuer à confier la mise en œuvre du Régime forestier dans les forêts de collectivités à un acteur unique : l'Office National des Forêts dans le cadre de sa mission de service public et ce conformément aux dispositions du Code Forestier. Pour être en capacité de remplir cette mission, l'Office National des Forêts doit voir ses moyens humains augmentés.

ARTICLE TROISIEME : De réaffirmer son attachement aux missions de service public et d'intérêt général de l'ONF.

ARTICLE QUATRIEME : D'estimer que le financement de la gestion forestière relève du Rôle de l'Etat.

ARTICLE CINQUIEME : D'apporter son soutien à la démarche des personnels de l'ONF qui vise à assurer la pérennité d'une gestion forestière de qualité, durable, de proximité, solidaire, assurée par un service public forestier national.

Le Conseil Municipal souhaite que ses demandes soient prises en compte par le contrat Etat/ONF/FNCOFOR pour la période 2016-2020, actuellement en cours de négociation.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées

(Mme BERTHIAUX, M. SILVA et son pouvoir, M MARTIN s'abstiennent)

<u>INFORMATIONS DIVERSES</u>

M. le MAIRE

- Suites de l'exercice du droit de préemption pour salle polyvalente :

Le Conseil municipal a délibéré le 8 avril 2015 afin d'exercer son droit de préemption pour l'acquisition de la parcelle AW84 afin d'y réaliser une salle polyvalente.

La vente aux enchères s'est déroulée le 29 mai 2015 et aucune offre n'a été portée.

Le tribunal de Grande instance de Draguignan était informé que la Commune préemptait. Ainsi le tribunal a proposé par recommandé du 02 juin 2015 à la Commune du Thoronet de confirmer l'achat du bien pour 300 000 euros.

Cependant, la Banque populaire, créancier de l'ancien propriétaire pour un montant de 906 503 euros, a souhaité présenter de nouveau le bien aux enchères pour récupérer une mise plus importante.

Grâce à un montage juridique, la Banque populaire, par le biais d'une de ses filiales a réalisé une surenchère le 05 juin.

Ainsi, une nouvelle vente aux enchères aura lieu pour un montant nouveau de 330 000 euros. La Commune ne devra se prononcer qu'à l'issue de cette nouvelle procédure.

- Formations des Élus

Je vous rappelle que vous avez tous eu dans vos bannettes de courrier les références pour consulter le site de l'association des maires du Var.

A titre d'information et d'exemple, vous pourriez constater que 2 formations d'une journée sont disponibles :

- Les ressources bases ménages et leur optimisation (à Hyères) 02/07/15.
- Méthode qualitative pour réussir son marché public à procédure adaptée de maîtrise d'œuvre (Toulon) 01/07/15.

- Permanence des élus

Mon secrétariat a été sollicité par Monsieur Silva pour transmettre le tableau des astreintes des élus, j'ai fait droit à sa demande et chaque élu a désormais le tableau dans sa bannette.

- Les archives de la Commune doivent être déplacées au 2^{ème} étage car le local actuel est trop humide. Une étude sera prochainement réalisée afin de déterminer la résistance s'agissant du sol.
- Un prochain Conseil Municipal aura lieu le Lundi 6 juillet 2015 à 18h00.
- Lecture remerciements de la Commune du Luc pour l'aide matérielle apportée lors de l'organisation de la fête des voisins.

Mme Annick PELLERIN :

- Une invitation pour une exposition Nuits Blanches (vernissage place de la Mairie le 03/07/2015) a été déposée dans la bannette de chacun. Exposition du 04/07/2015 au 15/07/2015 : l'exposition de toutes des femmes en résistance aujourd'hui dans le monde. Elle part ensuite au Palais des Papes à Avignon.
- Le comité des villages fleuris se rendra sur la Commune le Mercredi 24 Juin 2015 à 14h30.
M. MARTIN et les services techniques sont remerciés pour leur travail.

Mme Odile TAXI :

- Association « Alternatiba » lutte contre le réchauffement de la planète.
La Mairie offrira les boissons non alcoolisées. Les jeunes inscrits à la Maison des Jeunes pourront apporter leur aide pour transporter ces boissons.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h50.

La secrétaire de séance

Mme RONET-YAGUE Delphine